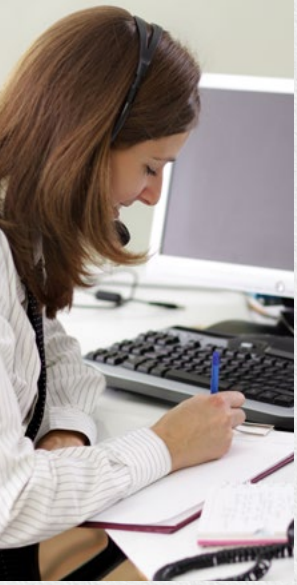
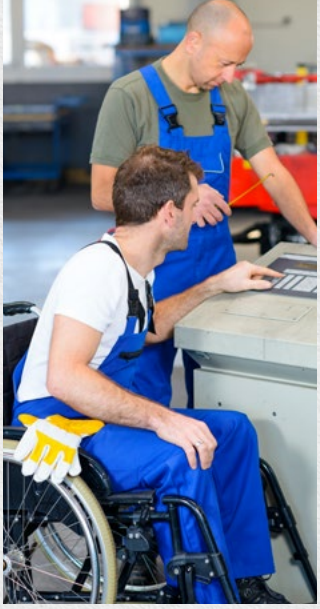
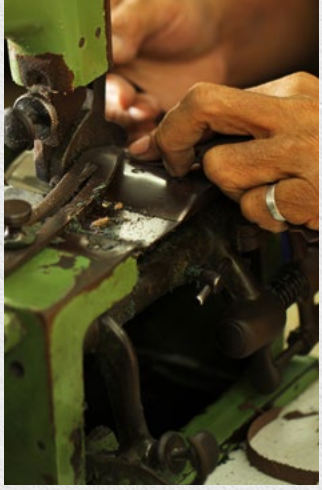
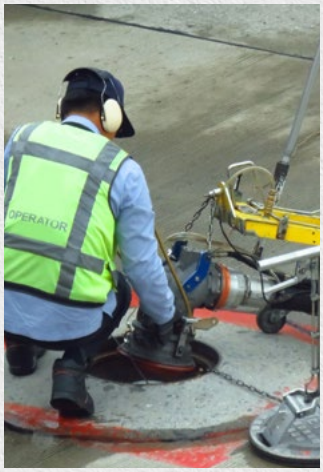


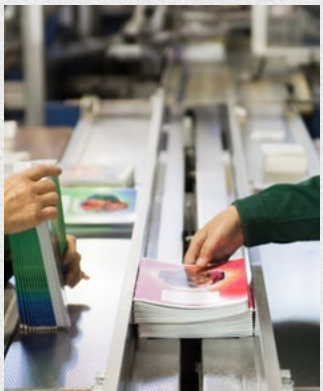



industriAll
EUROPEAN TRADE UNION

FABRIQUER NOTRE AVENIR

Vision d'industriAll Europe pour l'avenir de l'industrie européenne





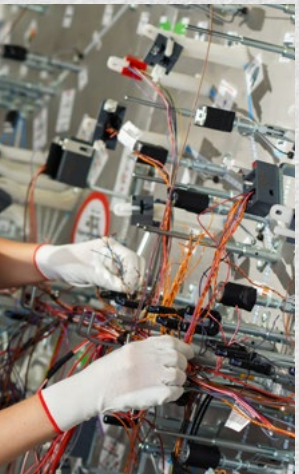
Le présent document est une synthèse de notre plan d'action détaillé (lien) qui est disponible sur notre site Internet.

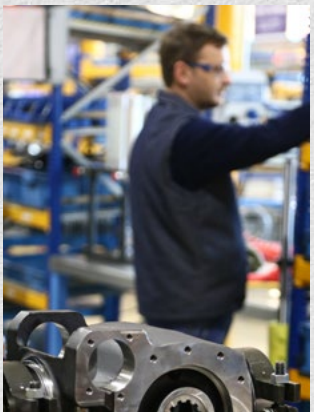
IndustriAll European Trade Union est une fédération de syndicats indépendants et démocratiques représentant les travailleurs manuels et non manuels des secteurs de la métallurgie, de la chimie, de l'énergie, de l'exploitation minière, du textile, de l'habillement et des chaussures, et des industries et activités apparentées.

Nous parlons au nom de près de **7 millions de travailleurs et de travailleuses** unis au sein de **177 syndicats nationaux affiliés dans 38 pays européens.**

Nous sommes membre de la Confédération européenne des syndicats (CES) et partenaire d'IndustriALL Global Union.

Nous agissons ensemble afin d'optimiser nos forces en vue de mieux protéger et de faire progresser les droits des travailleurs dans nos industries et secteurs.





L'industrie de la fabrication fait partie du quotidien des 7 millions de travailleurs qu'industriAll Europe représente, dans leurs emplois passés, présents et futurs et comme moyen de subsistance.

L'industrie contribue largement à la création de richesses et d'emplois en Europe. **36 millions d'emplois** sont directement liés à l'industrie européenne, et chaque emploi dans l'industrie crée au moins un emploi supplémentaire dans les services.

Aujourd'hui, les industries de la fabrication et de l'énergie, conjointement avec les services apparentés, représentent **25 % du PIB européen** et de l'emploi. Elles comptent pour **65 % des investissements en R&D et pour 75 % des exportations.**

Après le déclenchement de la crise financière en 2007, l'emploi industriel en Europe a baissé de 10 % (soit 4 millions d'emplois à temps plein), mais depuis 2013, plus de 2 millions de nouveaux emplois ont été créés directement dans le secteur de la fabrication. Cela montre la **force** et la **résilience** de l'industrie européenne dans un paysage industriel qui évolue rapidement.

L'industrie européenne est à la croisée des chemins, ce qui rend une politique industrielle européenne plus pertinente que jamais. Les processus de **mondialisation, de numérisation, le changement climatique** et le **paysage politique en pleine évolution** sont autant de défis à venir. Dans les discussions relatives à l'industrie européenne à l'horizon 2030 et en vue des futures élections locales, régionales, fédérales et surtout des élections parlementaires européennes de 2019, industriAll Europe saisit l'opportunité de présenter sa vision de l'avenir de l'industrie européenne.

Nous sommes d'avis que toute future politique industrielle doit être **économiquement et socialement durable et équitable.** Elle doit tenir compte de l'évolution du monde dans lequel nous vivons – au plan environnemental, technologique et politique – et chercher à résoudre les enjeux non seulement pour les entreprises mais aussi pour la société dans son ensemble, les travailleurs, leurs emplois et moyens de subsistance. Il faut préparer le monde du travail et l'industrie de demain à des défis sans précédent alors que nous avançons vers le milieu du 21e siècle et vers Industrie 4.0.

Investir dans une relance économique durable

- Encourager la demande intérieure par une revalorisation des salaires réels en ligne avec les augmentations de l'inflation et de la productivité
- Ramener les investissements publics, qui ont atteint un plancher historiquement bas, à leur moyenne historique
- Encourager les investissements privés
- Eviter les politiques dures de « dévaluation interne » en renforçant l'UEM
- Déplacer l'assiette fiscale du travail vers les dommages causés à l'environnement et vers la richesse
- Etablir des règles qui rétablissent les fonctions de base du secteur financier : collecter des épargnes et les transformer en investissements productifs dans l'économie réelle

La situation des travailleurs de l'industrie aujourd'hui

Les cicatrices de la crise financière qui a éclaté il y a déjà dix ans sont profondes. **19 millions de personnes n'ont toujours pas d'emploi** (contre 26 millions au sommet de la crise en 2013), et nombre de nouveaux emplois sont **temporaires (20 % de l'ensemble des emplois) et partiels (14 %).** Le chômage culmine à un niveau inacceptable dans le Sud de l'Europe.

Les déséquilibres structurels ont été corrigés au moyen d'une « *dévaluation interne* », un doux euphémisme pour désigner des réductions salariales et un démantèlement des systèmes de négociation collective, de la législation sociale et des régimes de sécurité sociale. Les inégalités salariales et le nombre d'emplois précaires ont augmenté en conséquent.

Par ailleurs, le taux de transition vers des emplois permanents à temps plein est faible. Le sous-emploi (travailleurs à temps partiel involontaire et « découragés » – personnes qui ne sont plus disponibles pour le marché de l'emploi) reste nettement plus élevé qu'avant la crise.

Le pourcentage de ***« travailleurs pauvres »*** (revenu ménager inférieur à 60 % du revenu médian) avoisine les 10 %. En outre, le marché du travail est de plus en plus polarisé en raison de la forte baisse des emplois moyennement qualifiés, principalement dans l'industrie et la construction.

IndustriAll Europe pense qu'il est aujourd'hui grand temps de rétablir notre modèle social européen, en réaffirmant et en renforçant les droits des travailleurs, le dialogue social et les négociations collectives.

L'autonomisation des travailleurs commence par des emplois de qualité et la sécurité de l'emploi

- Accès généralisé à des contrats de travail standards à plein temps et à durée indéterminée
- Réduction des écarts salariaux persistants entre l'Est et l'Ouest et le Nord et le Sud de l'Europe
- Mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux
- Renforcement du droit du travail et des structures et institutions de négociation collective
- Lutte contre la pauvreté au travail

Il est également temps d'adopter une **nouvelle approche en matière de politique salariale.** Le précepte selon lequel « n'importe quel emploi vaut mieux que pas d'emploi » doit être remplacé par la promesse « d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité ».

Le Socle européen des droits sociaux et ses 20 principes doivent être mis en application par le nouveau Collège des Commissaires et par les Membres du Parlement européen à partir de 2019. L'Union européenne a ici la possibilité de faire une vraie différence dans la vie des travailleurs. A une période où l'euroscepticisme et l'extrémisme politique sévissent, une Europe sociale est un argument solide non seulement pour des **emplois plus nombreux et de meilleure qualité,** mais aussi ***pour plus d'Europe et une meilleure Europe.*** Le Socle européen des droits sociaux doit être rapidement traduit en mesures concrètes afin que tout citoyen de l'UE puisse bénéficier de ces nouveaux droits.

Des travailleurs qualifiés, engagés et loyaux ne sont pas un coût mais un atout et les principaux moteurs de la performance économique. Une économie innovante, fondée sur la connaissance ne peut être bâtie à partir d'une main-d'œuvre déqualifiée, peu payée et précaire. Dans une industrie en plein essor, s'assurer que les travailleurs ont et gardent les compétences adéquates pour leur employabilité et la sécurité de leur emploi dans un marché du travail qui connaît des transformations majeures constitue une priorité absolue.

Les **compétences** sont un catalyseur important pour l'innovation et la création de « valeur ajoutée ». Une industrie d'envergure mondiale dépend largement d'une main-d'œuvre qualifiée à tous les niveaux d'aptitudes, de connaissances et de compétences. L'édification d'une société d'apprentissage constitue dès lors une condition fondamentale à l'édification d'une économie novatrice.

Actuellement, 70 millions d'Européens adultes n'ont pas les formations adéquates ni ne savent écrire correctement, tandis que 169 millions n'ont pas les compétences de base en calcul et outils numériques. En outre, dans de nombreux secteurs, nous sommes confrontés à des inadéquations frappantes en termes de compétences. Il est grand temps d'accroître les investissements dans l'éducation, la formation et le développement professionnel de qualité tout au long de la vie professionnelle.

Valoriser les compétences

- Intensifier la veille stratégique sur les besoins en compétence sur la base du dialogue social
- Accorder un accès égal à la formation pour tous grâce à un droit individuel à la formation
- Créer une culture d'apprentissage tout au long de la vie et encourager l'apprentissage basé sur le travail
- Investir dans la reconversion et la mise à niveau des travailleurs seniors
- Encourager l'intégration des compétences non techniques, numériques et STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) à tous les niveaux d'éducation et de formation

La place de l'industrie européenne dans le monde

Pour que l'industrie européenne reste compétitive au niveau mondial, des politiques industrielles ambitieuses sont nécessaires. De plus, l'industrie européenne doit rester à l'avant-garde pour apporter des solutions aux nombreux problèmes sociétaux auxquels nous sommes confrontés : mobilité, société vieillissante, énergie durable, réchauffement climatique, numérisation. Afin d'aider l'industrie à relever ces défis, une approche concertée et globale au niveau européen est absolument nécessaire. Les politiques industrielles nationales ne peuvent à elles seules relever ces défis. La politique industrielle est indéniablement un des domaines où « ***plus d'Europe peut faire une différence positive*** ».

Les lignes directrices d'une politique industrielle européenne et les transitions requises doivent s'appuyer sur des **produits de qualité**, qui ont une **longue** durée de vie, sont **recyclables**, limitent l'impact environnemental, sont **sûrs à utiliser**, répondent aux **normes de cyber-sécurité les plus élevées**, sont **compétitifs**, etc. **Des produits de qualité vont de pair avec des processus de production de qualité et des emplois de qualité.**

Par ailleurs, l'**équité** doit être la pierre angulaire d'une politique industrielle européenne ancrée dans des règles de concurrence adéquates pour les entreprises et entre les économies nationales, une fiscalité équitable et une répartition équitable de la valeur ajoutée entre le travail et le capital ainsi qu'au long des chaînes de valeur.

Les entreprises doivent investir dans les emplois, et non dans les paradis fiscaux

- Introduire une assiette commune consolidée obligatoire pour l'impôt sur les sociétés et mettre en place un système de déclaration par pays
- Invalider et taxer de manière appropriée tous les arrangements fiscaux artificiels, non basés sur des situations économiques réelles
- Intensifier les efforts destinés à supprimer les échappatoires fiscales, les paradis fiscaux et les ententes spéciales au sein et en dehors de l'UE et encourager l'échange automatique d'informations en tant que norme mondiale
- Créer une autorité fiscale de l'UE
- Promouvoir des modèles d'imposition équitables de l'économie numérique

IndustriAll Europe pense que l'Union européenne ne peut accepter passivement le déclin ou la stagnation des activités et des emplois dans l'industrie européenne de la fabrication. L'Europe a été à la base des premières et deuxièmes révolutions industrielles. Elle doit rester à l'avant-garde des révolutions actuelles que sont la numérisation et la décarbonisation de l'économie.

Notre vision de l'avenir de l'industrie vise à montrer comment ces principes de **qualité** et d'**équité** peuvent contribuer à une **industrie européenne forte et de classe mondiale**. Ce document tente de mettre en lumière les possibilités de création de valeur ajoutée et d'emplois dans une industrie modernisée, fondée sur les technologies numériques et pauvres en carbone. Il vise également à préparer les travailleurs, les secteurs et les régions aux changements structurels auxquels ils devront faire face dans le futur.

La participation des travailleurs dans les usines au processus de décision stratégique est une condition essentielle à la réussite de la transition vers une industrie durable, fondée sur la connaissance, économe en ressources et à haute performance. **Le renouvellement industriel et la prospérité de l'industrie ne sont possibles que sur la base d'emplois de qualité et de travailleurs engagés.** Les profits du progrès doivent être répartis équitablement entre tous ceux qui œuvrent à un nouvel avenir de l'industrie pour l'Union européenne.

Nous sommes persuadés que notre modèle social sophistiqué crée les conditions adéquates pour une transformation industrielle réussie, capable de stopper l'érosion de l'industrie de la fabrication et de créer de nouveaux emplois décents qui constitueront le fondement d'une industrie européenne forte et compétitive à l'échelle mondiale.

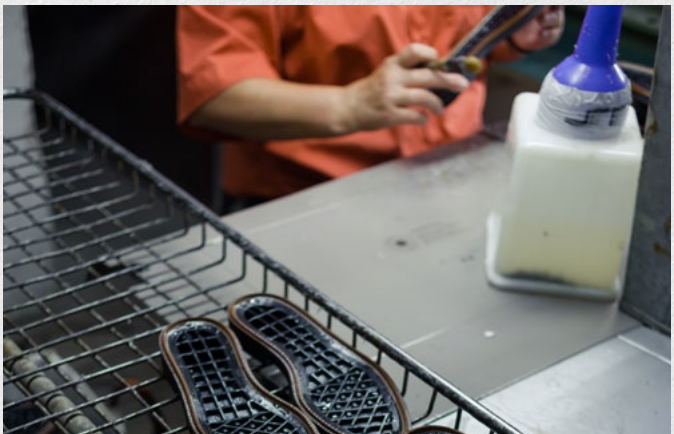
Mondialisation équitable, commerce équitable, fiscalité équitable

De larges pans de l'industrie européenne ont été impactés par la **mondialisation** et dépendent aujourd'hui largement des exportations et de leur intégration dans des chaînes de valeur transfrontalières complexes dans un marché de plus en plus mondialisé. Les accords commerciaux sont en conséquent devenus des outils importants de réglementation et de protection d'un commerce équitable pour l'industrie européenne et les services associés. La mondialisation a également engendré des changements fondamentaux et rapides sur le marché mondial des biens, des capitaux et du travail avec, par exemple, l'émergence de nouveaux acteurs d'envergure tels que la Chine et l'Inde en Orient, mais aussi la montée en force des politiques « America First » à l'Ouest. Ces changements fondamentaux nécessitent des **stratégies et des réponses européennes plutôt que nationales.**

La politique commerciale doit non seulement créer de l'activité pour les entreprises multinationales mais avant tout bénéficier aux citoyens. **La politique commerciale doit garantir que les biens importés que nous consommons sont fabriqués par des travailleurs qui ne sont pas exploités, perçoivent un salaire juste, travaillent dans des environnements sûrs et sont employés par des entreprises qui respectent des codes de conduite mondiaux.**

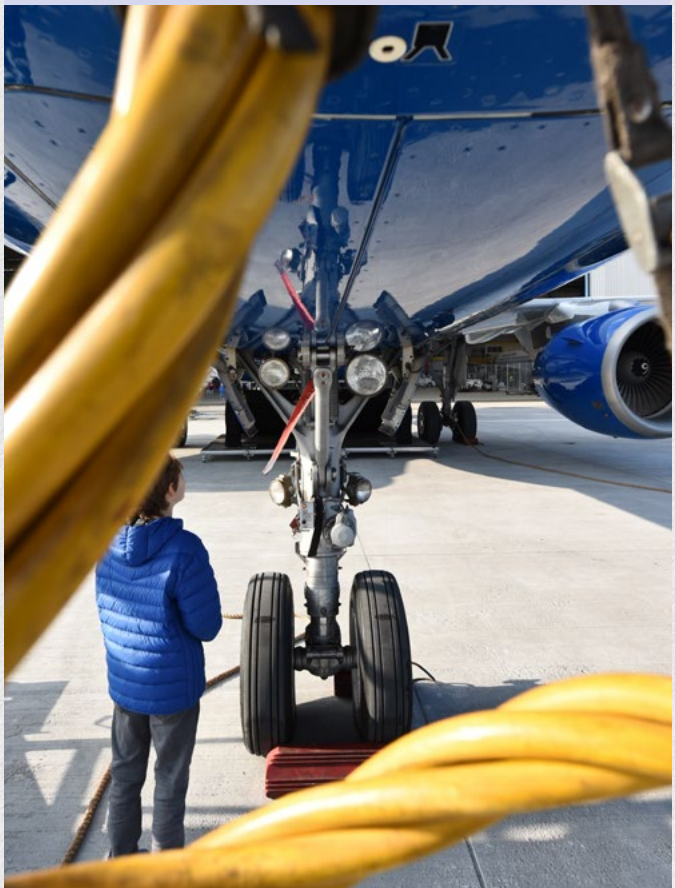
IndustriAll Europe considère **qu'une fiscalité équitable des sociétés** est la pierre angulaire de notre modèle social européen. Le partage équitable des charges entre contribuables et la concurrence loyale entre entreprises ne doivent pas être minés par la fraude fiscale. La question de la concurrence fiscale interne entre gouvernements afin d'attirer les investissements étrangers directs doit être traitée d'urgence car elle conduit à un nivellement par le bas des taux d'imposition effectifs et donc des recettes fiscales et des services publics. IndustriAll Europe réclame une mondialisation, un commerce et une fiscalité équitables pour tous.

Les personnes, et non les profits, doivent être l'objectif ultime de toute politique commerciale ou fiscale européenne commune.



Le commerce doit être équitable afin de bénéficier au plus grand nombre

- Empêcher les guerres commerciales en redynamisant le multilatéralisme
- Améliorer la légitimité démocratique des accords commerciaux par une transparence totale et l'implication des parties prenantes et par le maintien du droit de réglementer pour les gouvernements
- Compléter les accords commerciaux par des chapitres exécutoires sur le développement durable et les droits du travail
- Encourager le commerce équitable au moyen d'instruments de défense commerciale efficaces et la réciprocité en matière d'accès aux marchés (investissements, achats publics)
- Promouvoir une bonne gouvernance à l'échelle mondiale en s'attaquant à la corruption, au commerce illicite et à la contrefaçon et en élaborant des cadres juridiques pour la responsabilisation des entreprises à travers la chaîne de valeur



Une transition juste pour faire face au changement climatique

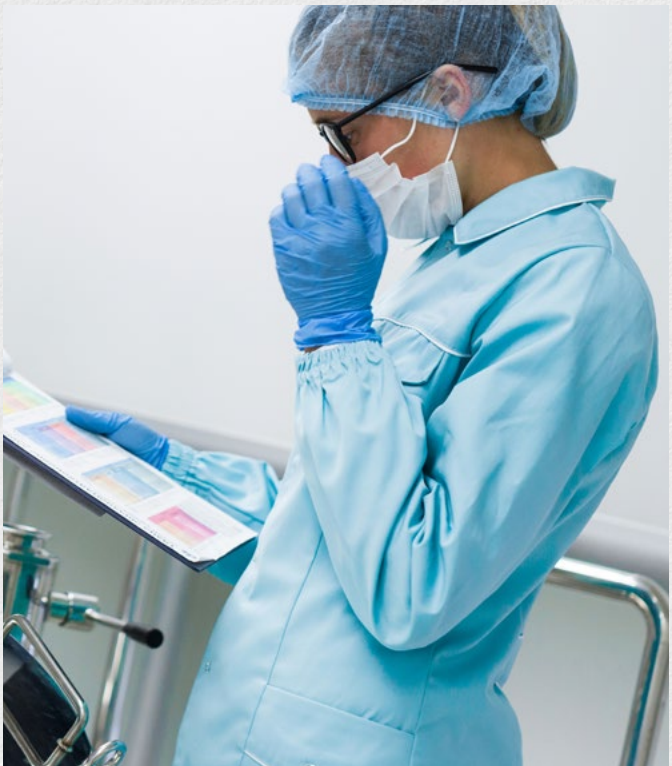
Le changement climatique et la volonté sociétale généralisée de s'orienter vers une économie plus durable et bas carbone sont des conditions auxquelles nos industries doivent adhérer pour le bien de notre planète et de nos populations.

La transition vers des économies bas carbone appelle à des transformations majeures dans tous les secteurs industriels.

La transition vers une **économie** plus **circulaire** sera la clé du développement d'une industrie durable et économe en ressources, et il en va de même pour toute l'industrie de la mobilité en raison de la demande de réductions des émissions de carbone.

L'industrie de demain utilisera des processus à haute efficacité énergétique et matérielle, emploiera des matériaux renouvelables et recyclés/réutilisés, et adoptera des modèles commerciaux de plus en plus durables. **Au cours des dix années de récession qui viennent de s'écouler, plus d'un million d'emplois ont été créés dans l'économie « verte »,** et nous pensons que l'industrie peut réaliser des gains substantiels en termes d'économie d'énergie et de matériaux tandis que l'économie circulaire crée des emplois domestiques qui ne peuvent pas être délocalisés.

Cependant, l'**économie bas carbone** conduira à des changements majeurs dans la plupart des secteurs industriels existants. Certains secteurs industriels traditionnels pourraient être en mesure de développer de nouvelles opportunités commerciales tandis que d'autres pourraient devoir subir une restructuration et une transformation difficiles.



Faire de l'industrie un moteur du développement durable

- Explorer les synergies entre un développement économique et durable en développant davantage la boîte à outils pour une politique industrielle durable
- Créer une économie circulaire industrialisée qui va au-delà du recyclage et qui se concentre, au contraire, sur la longue durée de vie, la réparation, la réutilisation et la re-fabrication
- Associer des politiques climatiques ambitieuses à des politiques ambitieuses afin d'éviter la « fuite de carbone » : la délocalisation d'activités vers des pays non-membres de l'UE qui n'ont pas les mêmes ambitions environnementales
- Soutenir fermement la « profonde décarbonisation » des industries énergivores européennes et le développement de méthodes viables de capture et de réutilisation du carbone

La transition vers un système énergétique propre aura un impact sur certaines régions dépendant de combustibles fossiles et d'une infrastructure énergétique et industrielle obsolète. Il est très important pour nous de mettre l'accent sur la dimension territoriale du problème et d'insister sur le fait que des emplois soient créés là où d'autres disparaissent.

Une transition énergétique juste

- L'énergie doit être sûre, durable et suffisante, accessible aux citoyens et aux entreprises à un prix prévisible et abordable
- La décarbonisation de notre économie requerra des investissements massifs dans la production et la distribution d'énergie (renouvelable)
- Les nouvelles technologies de pointe en matière d'efficience énergétique et de stockage d'énergie devront être soutenues
- Il faudra garantir que la transition vers une économie bas carbone est une « transition juste » en assurant le redéploiement des travailleurs et la protection sociale
- Une politique industrielle doit avoir pour ambition de conserver, créer ou rétablir les chaînes de valeur industrielles pour les biens énergétiques et ainsi garantir les emplois futurs et la croissance

Progresser vers « Industrie 2030 » d'une manière socialement responsable

La politique industrielle doit prendre les devants en apportant des solutions aux défis sociétaux et en donnant une orientation vers de nouveaux paradigmes qui ne résultent pas spontanément des forces du marché (Internet, les systèmes de localisation GPS et une économie décarbonée sont tous des aboutissements de politiques publiques.)

L'innovation par tous et pour tous

- Maintenir l'UE à la pointe du développement technologique
- Augmenter sensiblement les investissements dans la recherche, le développement et l'innovation industriels, en faveur d'objectifs sociétaux
- Encourager la participation des travailleurs en tant que facteur clé d'une culture d'entreprise qui encourage l'innovation
- Créer des écosystèmes d'innovation transeuropéens afin d'éviter la fragmentation
- Garantir que la première application industrielle des recherches subventionnées est créée dans l'UE

La **numérisation** a déclenché une nouvelle révolution industrielle dans la plupart des secteurs industriels. La numérisation des processus de production et des produits finaux est en train de remodeler notre manière de développer, concevoir et fabriquer nos produits, de faire du commerce et d'organiser le travail et nos lieux de travail. Selon industriAll Europe, la numérisation de l'industrie européenne ne peut, et ne doit pas, être arrêtée. Au contraire, des stratégies doivent être mises en place afin de rendre l'évolution vers Industrie 4.0 socialement durable. Cependant, de nombreux emplois risquent d'être remplacés par des technologies numériques. Ces emplois menacés sont essentiellement les emplois typiques de l'industrie, y compris des emplois non manuels.

La numérisation concentre le pouvoir et les richesses dans les entreprises contrôlant les plateformes, les logiciels ou les données. Elle défie aussi les fondements de la relation de travail permanente et à temps plein basée sur des conventions collectives, car toutes les fonctions de cette relation (y compris le contrôle de la tâche) peuvent être exercées individuellement, automatiquement et à distance.

La numérisation de l'industrie en tant que processus de progrès partagé

- Exploiter le potentiel des technologies numériques afin de résoudre les « grands défis sociétaux »
- Retrouver une position industrielle de leader dans les composants électroniques et investir dans le développement de nouveaux secteurs TIC, tels que l'analytique des données massives, l'Intelligence artificielle, la fabrication avancée
- Investir dans l'infrastructure numérique dans toutes les régions et tous les Etats membres
- Anticiper et gérer l'éventuel impact négatif sur la qualité et la quantité des emplois
- Eviter l'émergence d'une nouvelle économie informelle en réglementant la *gig economy* et empêcher la création de monopoles numériques
- Encourager les compétences numériques à tous les niveaux professionnels

La recherche d'une économie bas carbone, la numérisation et la mondialisation transformeront considérablement le monde du travail. Ces tendances perturbatrices auront un impact sur le nombre d'emplois, la qualité de l'emploi, les compétences requises, les relations industrielles et les systèmes de protection sociale.

L'impact du changement structurel sur l'emploi doit être traité comme il se doit. La gestion du changement structurel est difficile car dans de nombreux cas, les nouveaux emplois seront créés à un autre moment, à un autre endroit et pour d'autres profils de compétences que les emplois qui deviendront obsolètes. **Il faut éviter à tout prix les licenciements massifs et le déclin des régions.**

Une approche socialement durable et responsable de l'anticipation, de la planification et de la gestion du changement et des restructurations nécessitera un changement de cap radical : les stratégies d'entreprise basées sur la maximisation des profits à court terme doivent être abandonnées au profit de stratégies à long terme fondées sur la participation des travailleurs, une vision de l'avenir à long terme de l'entreprise,

l'intégration des défis économiques et sociétaux à long terme, sur la base d'activités industrielles à forte valeur ajoutée.

Ne pas arrêter le changement, l'anticiper !

- Renforcer le dialogue social à tous les niveaux (entreprise, secteur, régional, national)
- Encourager la démocratie sur le lieu de travail en renforçant les droits à l'information, à la consultation et à la participation
- Organiser une transition en douceur d'un emploi vers un autre et élaborer des normes européennes minimales afin d'éviter les licenciements
- Elaborer des programmes de développement territorial ambitieux destinés aux régions affectées par des perturbations structurelles

IndustriAll Europe pense que l'Union européenne, ses dirigeants politiques et ses décideurs doivent adopter une double approche à l'égard d'une future stratégie industrielle. **La durabilité et l'équité** doivent être le fondement sur lequel des stratégies sont élaborées, en tenant particulièrement compte des **politiques sectorielles** et d'une approche **territoriale**.

Les politiques industrielles sectorielles sont importantes pour conserver la diversité industrielle et une large base industrielle au sein de l'UE. IndustriAll Europe soutient des plans d'action ciblés pour tous les secteurs/chaînes d'approvisionnement présentant un intérêt stratégique ou confrontés à des changements structurels.

La politique industrielle a une importante **dimension territoriale.** Le développement industriel de l'Europe présente de graves déséquilibres, qui reflètent également les fortes caractéristiques d'agglomération de l'activité industrielle. Les salaires, les conditions de travail et même les chances de trouver un emploi varient sensiblement à travers l'Union européenne. Les divisions territoriales ne sont pas limitées à Nord-Sud et à Est-Ouest, des contrastes frappants existent aussi entre les conditions des travailleurs, parfois au sein d'une même entreprise, en Allemagne ou en Grèce, en Bulgarie ou en Belgique.

Nous sommes à un moment charnière, non seulement pour les travailleurs mais pour l'ensemble de la société. IndustriAll European Trade Union pense que la future politique industrielle européenne doit combiner le défi d'une Europe qui reste une région industrielle florissante dans le monde à celui visant l'amélioration de la qualité de la vie et de la qualité du travail.

L'avenir de l'industrie est essentiel pour la prospérité de l'Europe, et nous travaillons au nom de nos membres pour un avenir qui bénéficiera à l'industrie et aux travailleurs, en préservant les emplois en Europe.

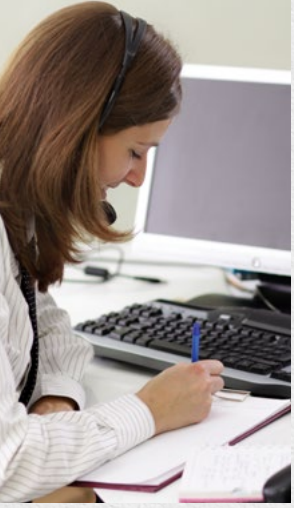
L'UE a besoin d'une politique industrielle forte et ambitieuse qui bénéficie à l'industrie, aux travailleurs et à l'ensemble de la société. La future stratégie industrielle de l'UE doit placer la dimension sociale (valeurs, société, personnes, salariés) au cœur de ses préoccupations. **Personne ne peut être laissé pour compte dans cette transition et dans la conception de l'industrie européenne à l'horizon 2030 et au-delà.**

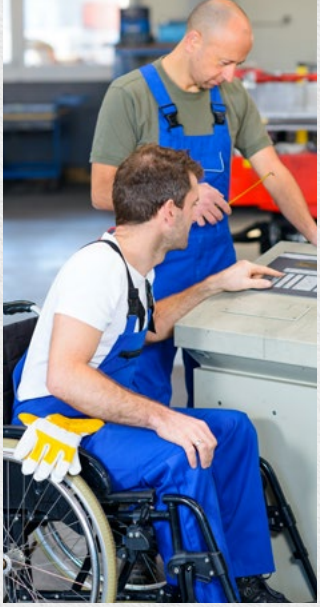
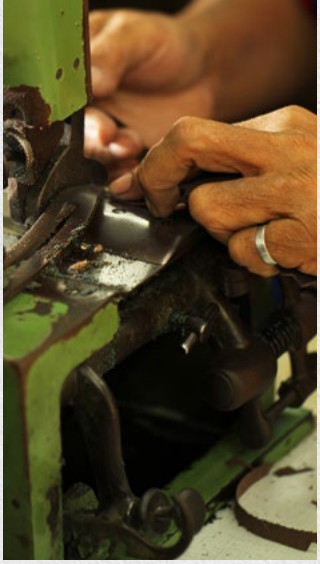
Le secteur de la fabrication est notre avenir. Les travailleurs sont au cœur de l'industrie de la fabrication européenne et aucune stratégie future ne peut être élaborée sans la précieuse contribution de ces travailleurs.

Grâce à ce document et à notre plan d'action plus détaillé (lien), industriAll Europe, au nom de ses 7 millions de membres, vise à *fabriquer* un avenir équitable et durable pour l'industrie européenne et ses travailleurs.

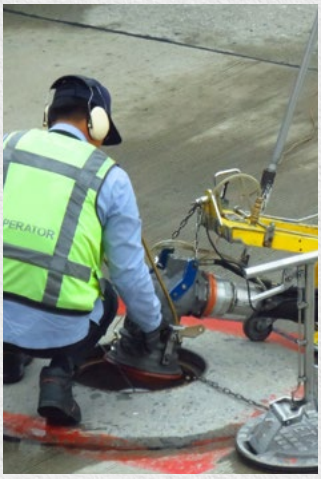
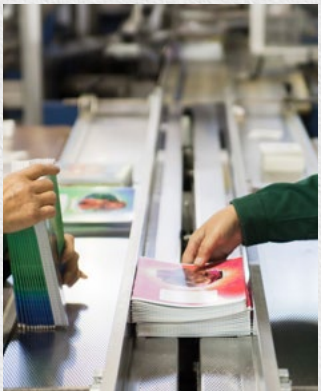
Une politique industrielle en faveur des secteurs et des régions

- Elaborer des plans d'action ciblés pour tous les secteurs et les chaînes d'approvisionnement d'intérêt stratégique
- Exploiter pleinement le potentiel des régions pour la modernisation industrielle, en renforçant les systèmes d'innovation et en encourageant la diffusion et l'adoption de nouvelles technologies
- Accorder une attention particulière aux régions moins développées et aux régions en transition industrielle
- Exploiter pleinement les marchés publics (14% du PIB) en tant que levier de la politique industrielle, en intégrant des critères innovants, écologiques et sociaux dans les appels d'offres publics
- S'assurer que les Etats membres et les régions s'approprient davantage la politique industrielle de l'Europe



industriAll
EUROPEAN TRADE UNION

Boulevard du roi Albert II 5/10
B-1210 Bruxelles
+32 2226 0050 (Ligne centrale)

www.industriAll-europe.eu